

PRÉFECTURE DE LA SEINE-MARITIME

DIRECTION DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE,
DE L'ENVIRONNEMENT ET DES FINANCES
SERVICE DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE

ROUEN, le

21 JUIN 2001

Affaire suivie par Mme GIEL.
FG - ☎. 02 32.76.53.95

- ARRÊTÉ -

LE PREFET,
DE LA REGION DE HAUTE-NORMANDIE
PREFET DE LA SEINE-MARITIME
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR,

**SOCIETE NOVANDIE
MAROMME**

EAUX RESIDUAIRES
PRESCRIPTIONS COMPLEMENTAIRES

VU :

Le code de l'environnement et notamment ses articles L.511.1 et suivants

Le décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 modifié relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,

L'arrêté ministériel modifié du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées soumises à autorisation,

Les différents arrêtés préfectoraux et récépissés autorisant et réglementant les activités que la société NOVANDIE exploite à MAROMME et notamment l'arrêté préfectoral du 16 janvier 1995 et le récépissé du 5 septembre 2000,

Le rapport de l'inspection des Installations Classées du 16 janvier 2001,

L'avis favorable émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 10 avril 2001,

Les notifications faites au demandeur les 30 mars 2001 et

29 MAI 2001

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Liberté Égalité Fraternité

CONSIDERANT :

Que la société NOVANDIE exploite régulièrement une usine de desserts lactés à MAROMME,

Qu'une inspection a été effectuée le 1^{er} décembre 2000 afin de vérifier la conformité des rejets d'eaux à la réglementation en vigueur et notamment à l'arrêté préfectoral susvisé du 16 janvier 1995,

Que l'analyse des résultats des contrôles réalisés par la Compagnie Générale des Eaux (exploitant la station d'épuration du GIE dans laquelle sont rejetées les eaux de la société NOVANDIE), le Laboratoire de Rouen et l'exploitant lui-même montre des valeurs fluctuantes et un certain nombre de dépassements des valeurs limites,

Qu'il est nécessaire de rechercher des solutions afin d'optimiser les rejets internes de l'entreprise,

Qu'afin de cibler les postes générateurs de pollution, l'industriel va prochainement installer 14 débit-mètres et prise d'échantillons sur chaque poste présumé générateur de ladite pollution,

Que cette investigation devra conduire à une amélioration des conditions d'exploitation,

Que, par ailleurs, l'arrêté précité du 16 janvier 1995 ne prescrit pas de valeurs particulières pour les nutriments (formes oxydées et réduites de l'azote ainsi que le phosphore total) alors que l'exploitant de la station d'épuration réceptrice les prend en compte,

Qu'au regard de ces éléments, il importe de réglementer les niveaux de rejets en nutriments, de renforcer l'auto surveillance et de réaliser une étude visant à rationaliser les rejets,

Qu'il y a lieu, en conséquence, de faire application des dispositions prévues par l'article 18 du décret n° 77.1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

ARRÊTE :

ARTICLE 1^{er} : La société NOVANDIE est tenue de respecter les prescriptions complémentaires ci-annexées pour les rejets d'eaux résiduaires provenant de son établissement implanté 19 rue de la république à MAROMME..

En outre, l'exploitant devra se conformer strictement aux dispositions édictées par le livre II (titre III) - parties législatives et réglementaires - du Code du Travail, et aux textes pris pour son application dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs. Sur sa demande, tous renseignements utiles lui seront fournis par l'inspection du travail pour l'application de ces règlements.

ARTICLE 2 : Une copie du présent arrêté devra être tenue au siège de l'exploitation, à la disposition des autorités chargées d'en contrôler l'exécution. Par ailleurs, ce même arrêté devra être affiché en permanence de façon visible à l'intérieur de l'établissement.

ARTICLE 3 : L'établissement demeurera d'ailleurs soumis à la surveillance de la police, de l'inspection des installations classées et de l'inspection du travail, des services d'incendie et de secours, ainsi qu'à l'exécution de toutes mesures ultérieures que l'administration jugerait nécessaire d'ordonner dans l'intérêt de la sécurité et de la salubrité publiques.

ARTICLE 4 : En cas de contraventions dûment constatées aux dispositions qui précèdent, le titulaire du présent arrêté pourra faire l'objet des sanctions prévues à l'article L.514.1 du code de l'environnement indépendamment des condamnations à prononcer par les tribunaux compétents.

Sauf le cas de force majeure, le présent arrêté cessera de produire effet si l'établissement n'est pas exploité pendant deux années consécutives.

ARTICLE 5 : Au cas où la société serait amenée à céder son exploitation, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration aux services préfectoraux, dans le mois suivant la prise en charge de l'exploitation.

S'il est mis un terme au fonctionnement de l'activité, l'exploitant est tenu d'en faire la déclaration au moins un mois avant la date de cessation, dans les formes prévues à l'article 34.1 du décret précité du 21 septembre 1977 modifié, et de prendre les mesures qui s'imposent pour remettre le site dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du code de l'environnement.

ARTICLE 6 : Conformément à l'article L.514.6 du code de l'environnement, la présente décision ne peut être déférée qu'au tribunal administratif. Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant. Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 7 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 8 : Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, le maire de MAROMME, le directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Haute-Normandie, les inspecteurs des installations classées, le directeur départemental du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, les inspecteurs du travail, le directeur départemental des services d'incendie et de secours, ainsi que tous agents habilités des services précités et toutes autorités de police et de gendarmerie sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera affichée pendant une durée minimum d'un mois à la porte de la mairie de MAROMME.

Un avis sera inséré aux frais de la société intéressée dans deux journaux d'annonces légales du département.

Pour Ampliation,
le Chef de Service


Alain AUGER-BORDE

ROUEN, le 21 JUIN 2001

LE PREFET,
Pour le Préfet, et par délégation,
le Secrétaire Général,

Roger PARIENT

Vu pour être annexé à mon arrêté

en date du 21 JUIN 2001

ROUEN, le :

LE PRÉFET,

Pour le Préfet, et par délégation

le Secrétaire Général,

PRESCRIPTIONS ANNEXEES A L'ARRETE PREFECTORAL

EN DATE DU

21 JUIN 2001

Roger PARENT

Application de l'article 18 du Décret du 21 septembre 1977

Société NOVANDIE
19 RUE DE LA REPUBLIQUE
76150 MAROMME

1. CHAMP D'APPLICATION

L'exploitant est tenu de respecter les textes suivants :

- ♦ L'arrêté préfectoral de régularisation du 16 janvier 1995 sauf dispositions contraires énoncées ci-dessous.
- ♦ Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

2. PRESCRIPTIONS TECHNIQUES

L'exploitant doit respecter les prescriptions techniques minimales suivantes.

2.1 Généralités

2.1.1. Les valeurs limites, mesurées sur effluent brut non décanté et avant toute dilution, ne doivent pas dépasser les valeurs fixées ci-dessous. Les prélèvements, mesures et analyses doivent être réalisés à partir de méthodes de référence. Les prélèvements, mesures ou analyses doivent être effectués au plus près du point de rejet dans le collecteur du GIE.

2.1.2. La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté.

2.1.3. L'ouvrage de rejet doit être aménagé de manière à être aisément accessible et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

2.1.4. Tout fait de pollution accidentelle doit être porté dans les meilleurs délais possibles à la connaissance du service de police des eaux et de l'Inspection des installations classées.

2.2 Limites de rejet :

L'effluent, en sortie de l'usine, doit respecter les caractéristiques suivantes :

2.2.1. Les concentrations :

Azote global (exprimé en N) : 150 mg / l

Phosphore total (exprimé en P) : 50 mg / l

2.2.2. Les flux :

Azote global (exprimé en N) : 240 kg / jour

Phosphore total (exprimé en P) : 80 kg / jour

Le jour est défini par le cycle de 24 heures.

2.3 Surveillance des rejets

2.3.1 Généralités

Sont portés à la charge de l'exploitant, les frais occasionnés par les contrôles des effluents ou de leurs effets sur le milieu naturel réalisés à la demande de l'Inspection des installations classées et par les contrôles réalisés en application de la réglementation en vigueur.

2.3.2 Autosurveillance

L'exploitant doit mettre en place un programme de surveillance complémentaire de ses rejets afin d'y intégrer les paramètres visés au paragraphe 2.2. Les mesures sont effectuées sous la responsabilité de l'exploitant et à ses frais.

Les résultats des mesures doivent être transmis au moins mensuellement à l'Inspection des installations classées, accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.

2.3.3 Suivi

2.3.3.1 Une mesure *hebdomadaire* est réalisée à partir d'un échantillon prélevé sur une durée de 24 heures proportionnellement au débit sur les paramètres suivants :

Azote global
Phosphore total.

Elle est réalisée avec un espacement minimum de deux jours avec la mesure effectuée en amont de la station du GIE du Bas Cailly par son exploitant.

2.3.3.2 Les méthodes de référence sont les suivantes :

Echantillonnage :

Conservation et manipulation des échantillons : NF EN ISO 5667-3

Établissement de programmes et de techniques d'échantillonnage : NF EN 25667-1/2

Analyse :

Azote global : représente la somme de l'azote mesuré par la méthode Kjeldahl et de l'azote contenu dans les nitrites et nitrates.

Azote Kjeldahl : NF EN ISO 25663

Nitrites (N-NO₂-) : NF EN ISO 10304 -1et 2, 13395 et 26777

Nitrates (N-NO₃-) : NF EN ISO 10304 -1et 2, 13395 net FD T90045.

2.3.4 Contrôles inopinés

Au moins une fois par an, ces mesures devront être effectuées par un organisme agréé par le ministre chargé de l'environnement ou choisi en accord avec l'inspection des installations classées.

L'exploitant de l'établissement assurera, à l'organisme retenu, le libre accès aux émissaires concernés, sous réserve du strict respect des règles de sécurité en vigueur dans l'établissement, et lui apportera toute aide nécessaire à la réalisation des prélèvements ou analyses.

3. ETUDE DE LA REDUCTION DES FLUX POLLUANTS.

L'exploitant fournit à l'inspection des installations classées, une étude comportant les volets suivants :

- ♦ Bilan massique et qualitatif de chaque poste générateur de flux polluants.
- ♦ Etude de la fluctuation des flux en fonction du temps (période diurne et nocturne) et des postes répertoriés ci-dessus.
- ♦ Propositions de réduction à la source de la pollution émise.

4. TRANSFERT - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Tout transfert de l'installation sur un autre emplacement nécessitera une nouvelle demande d'autorisation.

En cas de changement d'exploitant, le nouvel exploitant ou son représentant devra en faire la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

5. ANNULATION - DECHEANCE - CESSATION D'ACTIVITE

La présente autorisation cessera de produire effet au cas où l'installation n'aura pas été mise en service dans un délai de 3 ans après la notification du présent arrêté ou n'aura pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

En cas de mise à l'arrêt définitif, l'exploitant doit en informer le préfet au moins un mois avant la date d'arrêt.

Simultanément, l'exploitant doit adresser au préfet, un dossier comprenant :

- ♦ le plan à jour des emprises des installations mises à l'arrêt ;
- ♦ un mémoire sur l'état du site comprenant au moins :
 - * les mesures prises en matière d'élimination de produits dangereux résiduels et déchets ;
 - * les mesures envisagées ou prises pour la dépollution des eaux et sol éventuellement pollué ;
 - * les mesures de surveillance qu'il s'engage à exercer après l'arrêt des installations.

L'exploitant doit remettre le site de l'installation dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement.

6. DELAIS D'APPLICATION

L'ensemble des prescriptions techniques est applicable dans un délai de 1 mois à compter de la notification du présent arrêté sauf le paragraphe 3, applicable dans un délai de 6 mois.

oooOooo